REPUBLIQUE FRANÇOISE. PARIS
S.té DES JACOBINS AMIS DE LA LIBERTÉ ET DE L'EGALITÉ

CROISADE CIVIQUE.

DISCOURS

Prononcé à la Société des Jacobins, le 19 août 1793, l'an deuxiéme de la République une et indivisible;

Par ANACHARSIS CLOOTS, Député du département de l'Oise à la Convention Nationale.

CONDÉ, MAYENCE, VALENCIENNES sont pris; d'autres places frontières tomberont, peut-être, entre les mains de l'ennemi : bien méchamment

sot qui s'en réjouira ! bien bonnement foible ; qui s'en épouvantera ! La perte d'une ville fortifiée étoit un grand désastre sous l'ancien régime ; parce que le salut du trône reposoit sur deux ou trois cents mille satellites : mais une république française a d'autres ressources qu'un royaume de France.

Les tyrans sont plus embarrassés que nous. Je les attends à la trouée ; nous verrons comment ils se tireront de la fourmillière. On prend une place forte ; mais on ne prend pas une nation forte. S'il faut quatre-vingt mille hommes, pour détruire la Vendée ; combien en faudra-t-il pour détruire la France ? le calcul est simple. Nous ferons usage et de la tactique européenne et des moyens spontanés de la rébellion catholique. Otez la Vendée de la France, et je réponds qu'avant l'hiver, les Belges seront rendus à la liberté. Voici mon dilemme : ou les Allemands s'amuseront au siège de toutes nos forteresses, ou ils avanceront témérairement dans le cœur du pays. S'ils avancent ; nous les envelopperons, nous leur couperons les vivres, et ils ne rencontreront pas cette fois-ci un officieux Dumouriez, un perfide Sillery pour les reconduire en Allemagne. Quant aux sièges multipliés, ils y perdront un temps précieux et l'élite de leurs troupes. Ils s'affoibliront d'autant plus que, ne se fiant pas à leurs propres sujets, ils laissent des gar-

nisons imposantes dans les villes de la Belgique. La guerre dureroit long-temps, les finances royales s'épuiseroient, les esclaves féodaux se lasseroient : et j'ai prouvé, à la tribune de la convention, que le peuple français peut soutenir une guerre perpétuelle, sans se lasser ni s'épuiser.

Les finances sont l'ame et le pivot d'un gouvernement aristocratique ; elles sont très-secondaires dans un état libre ; les faux souverains doivent tout à autrui ; le vrais ouverain se suffit à lui-même. Un roi endetté craint la chûte de sa couronne ; un peuple endetté est sûr de ne jamais manquer de rien. Tant que le soleil ne se lassera pas de répandre l'abondance sur la terre, les républicains ne se lasseront pas de combattre pour leurs foyers paternels. Nous mangerons et boirons et combattrons l'année prochaine, comme l'année dernière, sans nous inquiéter du bilan des financiers. La cherté et les impôts sont l'écueil d'un roi et les appuis d'un peuple. La cherté rend les riches moins riches, et les pauvres moins pauvres : or, les riches sont les fléaux de la république. L'artisan citoyen se dédommage de la hausse des denrées par un surhaussement de salaire. Les ouvriers sont heureux en France, depuis que tout est libre et cher. Il falloit jadis un soulevement pour obtenir deux sols d'augmentation ; aujourd'hui l'homme de peine s'arrange à l'amiable avec l'ordonnateur

de ses travaux. La cherté est toujours en faveur des républicains salariés. Un bon Westphalien conseilloit à son fils d'aller travailler de préférence dans les pays où il fait cher vivre. Ce conseil est conforme à l'axiome : *Abondance et nonvaleur n'est pas richesse.* La cherté renverse les empires despotiques ; elle consolide la république des *droits de l'homme.* Rien n'est trop cher dans une contrée fertile, où la main-d'œuvre n'est pas assujettie aux caprices d'un gouvernement arbitraire. La cherté n'afflige qu'un petit nombre de vieillards rentiers qui ne sauroient ni ne voudroient empirer leur situation par des commotions liberticides. Avec des greniers d'abondance et des loix sévères contre les accaparemens, le peuple jouira du *maximum* de la prospérité.

Cependant nos ennemis ont eu l'ineptie de croire que la cherté produiroit une contre-révolution. Qu'ils apprennent, les scélérats, qu'à moins de frapper la terre de stérilité, nous soutiendrons la guerre jusqu'à la fin des siècles. Nous aurons toujours des moissons et des assignats ; mais les tyrans n'auront pas toujours des écus et des dupes. La lumière des *Droits de l'homme*, percera, tôt ou tard, les ténèbres des droits usurpés. Une nation de vingt-cinq millions d'insurgens, une nation de soldats dont les femmes se dévouent aux travaux agricoles, est impérissable. La France est comme une vaste forêt, qui, nonobstant des coupes

annuelles, existe toujours pour l'utilité du genre-humain. La guerre que nous faisons aux bestiaux ne dépeuple pas les pâturages, et la guerre des tyrans contre les hommes, ne dépeuplera pas la République une et indivisible. Il meurt naturellement huit à neuf cent mille ames en France, et la population va toujours en augmentant. Les progrès de l'agriculture sont prodigieux depuis le commencement de la révolution. L'Europe fournit à la France des artisans, des journaliers, des déserteurs; et la France n'en fournit plus à l'Europe. Nos moines ont disparu, et nos prêtres se marient. La guerre actuelle nous coûte moins d'hommes que l'Espagne et l'Italie, et l'Allemagne et les Indes, n'en tiroient du ci-devant royaume. Les artisans étant mieux payés, il en périt moins par les maladies, et nos hôpitaux mieux administrés, conservent à l'Etat une foule d'hommes entassés autrefois dans les lits infects de nos prétendus *Hôtels-Dieu*.

Continuons à perfectionner et multiplier nos établissemens publics; défrichons nos bruyères avec les bras des Français et des étrangers, et notre population, et nos richesses, augmenteront au milieu d'une guerre opiniâtre. Les tyrans effrayés, épuisés, seront contraints de renoncer à des projets chimériques. Une clameur universelle ébranlera leurs trônes abominables.

La destruction des tyrans est donc certaine, soit que la guerre traîne en longueur, soit que par une grande mesure de salut-public, nous la terminions en moins de six semaines. Le dernier moyen aura la préférence ; nous donnerons à nos troupes réglées un épaulement de 500 mille combattans armés de piques, de fourches, de faulx, de sabres, de chaussetrapes, de fléaux, de haches, de lances, de grenades et de dards. Quinze armées de vingt-cinq mille hommes, depuis Dunkerque jusqu'à Landau, appuieront avec l'arme blanche et l'artillerie volante, nos grandes armées du Nord et du Rhin. La tactique prussienne sera pour les opérations du jour; la tactique Vendéenne sera pour les expéditions nocturnes. Le fer du citoyen-soldat achevera le soir, ce que le plomb du soldat citoyen aura commencé le matin. L'ennemi harcelé sans interruption, par tous les instrumens de la mort, cherchera son salut dans la fuite, si toutefois une cavalerie innombrable de laboureurs intrépides ne le taille en pièces. Un peuple qui se lève en masse, déconcerte les meilleures troupes disciplinées : il ne lui faut que du biscuit dans la poche, et du fer à la main, pour enlever armes et bagages à l'ennemi stupéfait. J. J. Rousseau disoit aux aristocrates Polonais : *Mettez vos villes à cheval, et vous écraserez les Russes*. Je dis aux démocrates Français : *Mettez la France en réquisition, et vous sauverez le*

genre-humain. Les vertueux enthousiastes de la liberté imiteront les misérables fanatiques de la Vendée, qui ont su se rendre redoutables sans tentes, ni magasins, ni arsénaux, ni solde, ni chaussure. Nos armées de ligne seront invincibles lorsqu'elles auront pour auxiliaires des bandes nombreuses de vrais sans-culottes, à pied et à cheval.

Nous rentrerons dans nos riches départemens de Gemmape et de Liège; les Bouches du Rhin, ces anciennes limites de la Gaule, chanteront l'hymne de la liberté, à l'ombre de nos étendarts victorieux. Il le savoit bien, cet infâme général, de quelle importance il est pour la République, de planter nos trophées sur la barrière du Rhin, lorsque l'automne dernier, le monstre dispersa notre avant-garde dans les tristes cantonnemens d'Aix-la-Chapelle, pendant qu'un fleuve large et profond n'étoit qu'à dix lieues de nous. Un pas de plus en avant, et ç'en étoit fait de l'Autriche, et de la Prusse, et de la maison d'Orange. Cologne et Coblentz nous assuroient la possession des Pays-Bas et des électorats ecclésiastiques. Mais les Dumouriez, les Beurnonville et les Custine, avoient résolu d'abandonner l'Escaut, la Moselle et le Rhin. Ils se replièrent aux applaudissemens d'une faction trop fameuse. Souvenir désespérant, si l'avenir n'étoit pas entre nos mains!

Précipitons-nous en masse vers les rives du grand fleuve, et jamais allemand ne remettra un pied hostile dans la France regénerée. Les Romains perdirent la Gaule, en laissant aux barbares un pied-à-terre en-deça du Rhin. Il seroit aussi impolitique qu'inconstitutionnel de ne pas profiter des leçons de l'histoire. Autant vaudroit-il rendre la Savoie et Nice, les clefs des Alpes, que d'abandonner aux impériaux la Gaule-Belgique, la clef du Rhin. Nous ne déchirerons pas notre livre sacré : le peuple Français, aux termes de sa sublime constitution, *ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.* Le peuple libérateur a juré, et il ne s'en repentira pas.

ANACHARSIS-CLOOTS.

La Société des Amis de la liberté et de l'égalité, séante aux ci-devant Jacobins-Saint-Honoré, après avoir entendu la lecture du discours ci-dessus, en a arrêté, à l'unanimité, l'impression, la distribution, tant aux membres de la société, qu'aux citoyens envoyés par les communes de la République, pour l'acceptation de l'acte constitutionnel; aux citoyens des tribunes, et encore l'envoi aux sociétés populaires affiliées, et à toutes les armées de la République.

A Paris, le 19 Août 1793, l'an deuxième de la République française, une et indivisible.

ROBESPIERRE, Député, Président; HÉBERT, Vice-Président; DUMONT, Député; ET. FABRE; FÉLIX LEPELLETIER et DUFOUR, Secrétaires.

De l'Imprimerie Patriotique et Républicaine, rue Saint-Honoré, No. 355, vis-à-vis l'Assomption.